



cahier n° 3
l'espace méditerranéen

territoires méditerranéens
observatoire des territoires et de la métropolisation dans

L'internationalisation des métropoles



Direction Régionale de l'Équipement Provence-Alpes-Cote d'Azur
Direction Régionale de l'Équipement Languedoc-Roussillon
Plan Urbanisme, Construction, Architecture
Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

Coordination : DRE PACA - Jean-Claude Jager / DGUHC-PUCA - Roland Gomez

Pierre-Yves Léo
Jean Philippe

Avec la collaboration de

Sandrine Crisman,
Sylvie Veillet

Centre d'Économie Régionale, de l'Emploi et des Firmes Internationales
Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille III



ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction
Plan Urbanisme, Construction, Architecture
Direction Régionale de l'Équipement Provence-Alpes-Cote d'Azur
Direction Régionale de l'Équipement Languedoc-Roussillon



L'internationalisation des métropoles

Réalisation d'un état des lieux critique et prospectif des connaissances
sur les enjeux de la métropolisation

Cahier des charges

relatif à l'exécution

des recherches finalisées pour la mise en place

d'un « observatoire transnational de la métropolisation »

Sommaire

Avertissement	5
Synthèse	9
Écrits référents, fiches de lecture	15
Écrits signalés, résumés	49
Bibliographie complémentaire	53

Avertissement

Cette recherche contribue à la mise en place de l'Observatoire des Territoires et de la métropolisation dans l'espace méditerranéen initié par les Directions Régionales de l'Équipement Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon avec le soutien de la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction - Plan Urbanisme, Construction, Architecture.

Elle s'inscrit dans un programme de définition de recherches sur la métropolisation qui a mobilisé 11 équipes de recherche de 7 laboratoires (Universités, CNRS, École d'architecture et INRETS) de l'espace méditerranéen.

Les buts recherchés :

- Réaliser un état des connaissances au regard des principaux enjeux auxquels la puissance publique est confrontée face au processus de métropolisation ;
- Rendre mobilisable ces connaissances ;
- Établir des propositions d'axes de recherches finalisées susceptibles de répondre aux questions qui restent en suspens ou qu'il apparaît nécessaire d'approfondir.

Les modalités de réalisation

Le repérage documentaire :

Dépouillement par des groupes d'étudiant(e)s de troisième cycle de revues, de livres et de rapports sur le sujet.

L'année 1990 sera retenue comme année de départ du dépouillement systématique des articles. Cependant quelques articles, rapports et livres antérieurs mais toujours significatifs du développement actuel des métropoles seront inclus dans le corpus analysé.

Le champ territorial du repérage documentaire

Le repérage portera sur :

- Les productions à caractère général ;
- Les productions propres ou relatives aux territoires de l'espace méditerranéen latin, permettant d'établir des comparaisons sur les réalités métropolitaines de chacun de ces territoires et les modes d'intervention de la puissance publique ;

Une attention particulière sera portée aux productions qui touchent les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.

La sélection documentaire :

La sélection se fera sur la base d'un classement des productions suivant quatre niveaux d'intérêt au regard de l'enjeu traité et de ses déclinaisons :

Niveau d'intérêt		traitement	nb moyen
Intérêt réduit		la trace n'en est pas gardée	entre 150 et 250
Intérêt particulier	1 étoile	le document est référencé pour être intégré dans le dossier bibliographique qui sera annexé à la synthèse générale	entre 50 et 80
Intérêt notoire	2 étoiles	une fiche de synthèse est réalisée pour assurer une valorisation du document, de la recherche	entre 20 et 30
Référent	3 étoiles	en plus du référencement et de la synthèse, les extraits les plus significatifs de l'ouvrage sont signalés pour mise à disposition	entre 8 et 10

Mise en place d'un comité de coordination et de suivi scientifique

Une des missions de ce comité a été d'animer le collectif de chercheurs et d'établir une synthèse de l'ensemble de leurs travaux et de formuler les axes prioritaires d'investigation du point de vue de la Recherche.

L'internationalisation des métropoles

Jean Philippe,

Économiste, Professeur à l'Université Paul Cézane - Aix Marseille III
Directeur du GREFI

Groupe de recherche sur l'entreprise, la finance et l'International (EA 899)

Pierre-Yves Léo,

Économiste, Ingénieur de recherche
GREFI

Avec la collaboration de

Sandrine Crisman,

Doctorante
GREFI

Sylvie Veillet,

Doctorante
GREFI

Synthèse

L'internationalisation des métropoles

Le thème de l'internationalisation des métropoles fait depuis une dizaine d'année l'objet de nombreuses études dédiées soit au classement des villes selon des critères d'internationalisation, soit à l'impact de l'internationalisation sur les structures et la dynamique urbaine. Les approches sont multiples autant pour les méthodes de classements que pour la mesure des effets de l'internationalisation.

Classements et palmarès d'internationalité

Les méthodes de classement demeurent dans la ligne des travaux de LABASSE (1982) : il s'agit de proposer une série d'indicateurs qui traduisent en chiffre ou qualitativement l'internationalisation de la métropole : les indicateurs chiffrés permettent en outre d'établir un palmarès dont le caractère scientifique prête cependant à discussion en raison de l'absence de validité scientifique de la hiérarchie des indicateurs retenue pour établir le classement. Dans cette direction on peut citer les travaux de BRUNET publiés par la DATAR (1986), de BUISSON (1993) et de SOLDATOS (1991). Nous retiendrons dans cette synthèse les critères d'internationalité de SOLDATOS car ils nous paraissent les plus aboutis.

Selon SOLDATOS : « une ville internationale est un lieu privilégié pour mener à bonne fin des opérations intellectuelles, commerciales, technologiques, culturelles, politiques entre des partenaires de nations différentes à conditions que ces opérations soient à ce point répétitives et nombreuses, qu'elles créent des échanges permanents d'hommes, d'idées, de produits, de recherche, devenant constitutif d'une mission, d'une animation et presque d'une raison d'être ».

Une ville internationale :

- Doit avoir une position d'ouverture au monde, un port, une frontière à proximité.
- Doit pouvoir accueillir des facteurs de production étrangers (investissement, main d'œuvre) et des flux de commerce (biens et services).
- Doit accueillir des institutions internationales (firmes, banques).
- Doit exporter des facteurs de production et ses

institutions économiques, (privés, sociales, culturelles et scientifiques) doivent avoir une présence à l'étranger (filiales, bureaux).

- A une multiplicité de communications sociales à l'étranger (tourisme et télécommunications).
- Est directement relié à l'étranger (transports et télécommunications).
- A un appareil de services directement tourné vers l'étranger (palais des congrès, hôtels,..).
- A des mas média d'une diffusion internationale
- Doit accueillir régulièrement des rencontres internationales
- Doit abriter des institutions locales ou nationales de réputation internationale.

Tous ces critères ne sont pas hiérarchisés mais font de la ville une cité internationale. Mais certains critères sont stratégiques :

1. Présence de grandes **firmes internationales** (sièges) ou de division régionale internationale.
2. Présence de **services stratégiques de support à l'activité internationale** des grandes firmes : financiers, juridique, ingénierie, assurance, recherche, architecture, gestion, information...

La plupart de ces auteurs considèrent que c'est au niveau des métropoles que se joue l'avenir des échanges internationaux. Et que c'est la position internationale de la métropole qui conditionne ses chances de développement. Il convient donc de mettre en place de véritables stratégies de développement international en cherchant à renforcer les pôles de compétences internationales décelés par les indicateurs.

Les structures économiques internationales des métropoles

Plusieurs auteurs considèrent que l'internationalisation des économies urbaines résulte d'abord de l'internationalisation de l'économie et du développement de la division internationale du travail. Les métropoles sont des lieux d'ancrage pour les firmes multinationales et à ce titre assurent pour elles des fonctions de recherches et de contrôle de la production. Grâce

aux firmes multinationales présentes, les métropoles s'insèrent dans les réseaux mondiaux tout en jouant un rôle d'interface avec les économies locales.

Cette vision considère les métropoles comme un réceptacle passif des mouvements du capitalisme libéral et ne met pas en valeur l'influence des

structures économiques pour l'acquisition de la position internationale. Le point clé pour d'autres auteurs est constitué par le rôle d'importation et d'exportation de biens pour des marchés étrangers et nationaux. Ces échanges alimentent le développement d'activités de services jusqu'à un point tel que ces activités induites deviennent à leur tour une source d'avantages comparatifs internationaux.

Développant ce concept de base économique, d'autres auteurs s'attachent à identifier les activités qui rentrent dans cette base et jouent un rôle d'amplification des flux internationaux dans le circuit économique local. Cette vision revient à séparer les activités de services entre celles qui ont une fonction internationale et celles qui ont un rôle local. Attirer les premières devient un enjeu pour le développement métropolitain et c'est pourquoi les recherches sur la localisation des activités de service

constituent un thème complémentaire aux recherches sur l'internationalisation des métropoles. L'importance du rôle des services dans l'émergence des fonctions internationales des métropoles est donc reconnue par pratiquement toutes les recherches

Toutes les métropoles ne bénéficient pas de la même force d'attraction, ni des mêmes capacités structurelles. Les métropoles capitales ont une position privilégiée car elles possèdent automatiquement des fonctions politiques internationales et bénéficient de la localisation à proximité de services indispensables pour les échanges internationaux (aéroports, consulats, organisations internationales). Les métropoles secondaires n'ont pas les mêmes atouts et ne peuvent compter que sur le développement des services privés internationaux grâce à la mise en place d'infrastructures d'accueil.

Structures sociales

Les métropoles internationales subissent de plein fouet les effets de la mondialisation de l'économie en matière d'emplois et de populations. De manière positive, les villes internationales bénéficient d'une population éduquée, ayant une capacité d'adaptation et des aptitudes culturelles à l'innovation et à la créativité. La disposition de cette élite urbaine est un atout dans la concurrence que se livrent les métropoles pour attirer les firmes multinationales. D'autres auteurs soulignent qu'à côté de cette nouvelle élite transnationale coexistent des populations marginalisées parce que dépourvues des qualifications nécessaires pour s'intégrer au marché du travail. Ces personnes proviennent des anciennes industries concurrencées par les entreprises des pays émergents qui bénéficient

de bas salaires, mais aussi de personnes issues de l'immigration car les villes internationales sont un point d'arrivée des flux migratoires officiels ou clandestins. Ces nouveaux venus n'ont pas souvent les qualifications tertiaires désirées. Le risque est la juxtaposition de deux villes avec les troubles sociaux que cela peut causer et l'indétermination qui pèse sur la politique de la ville. Doit-on choisir entre un développement économique performant ou le maintien de l'égalité des chances pour tous ? Peut-on concilier les deux impératifs, attirer l'élite et améliorer l'employabilité des personnes exclues ? Peut-on conserver des emplois industriels ? Sur le plan spatial, comment éviter la formation des ghettos et faire de la rénovation urbaine sans évincer des centres villes l'habitat à caractère social ?

Dynamiques internationales

La perspective historique est souvent présente dans beaucoup d'études sur l'internationalisation car l'émergence et le déclin des villes internationales rythment les cycles de développement des économies occidentales. Quels sont les facteurs de progrès dans l'internationalisation des villes et a contrario les facteurs de déclin si les villes ne les possèdent pas ?

Le premier point à souligner est que le dynamisme international a peu de relations avec le dynamisme démographique et même avec la base économique installée dans la métropole. Ce qui compte est la capacité de renouvellement de cette base, sa modernisation et son adaptation aux nouvelles conditions de fonctionnement de l'économie. Les grandes villes

industrielles occidentales ont ainsi perdu de leur pouvoir d'influence à mesure que leur base s'érodait alors que des métropoles sans positionnement fort, ont pu grâce à l'attraction d'activités de services (notamment financiers) émerger au niveau international.

La deuxième source de dynamisme est constituée par le déploiement des technologies de l'information et de la communication. Ces technologies favorisent la délocalisation des activités mais cette dispersion s'accompagne en même temps d'un renforcement de la concentration de certaines activités (fonctions centrales de contrôle et de gestion). De plus, les conditions d'accès à ces ressources technologiques ont également favorisé la concentration des utilisateurs les

plus sophistiqués dans les centres de télécommunication les plus développés, c'est-à-dire les grandes villes. Ces différents éléments, ajoutés à une forte demande de services hautement spécialisés, ont contribué à la croissance des villes mondiales.

La troisième source de dynamisme provient des comportements des multinationales du tertiaire. Ce sont ces firmes qui, opérant à travers leurs nombreuses filiales situées dans toutes les grandes villes du monde, créent **le réseau de villes mondiales**. La description de ce réseau de villes, fondé sur les centaines de réseaux de filiales des firmes multinationales du tertiaire, permet de mieux appréhender les relations entre les villes et ainsi de mesurer leur « connectivité » globale. Un classement des villes en tant que nœuds de services dans le réseau de villes mondiales est alors possible : new york et londres arrivent en tête sur le plan de la connectivité globale des villes.

A partir de données recueillies sur les villes les plus connectées et sur les principales firmes productrices de services présentes dans ces villes, une description empirique de la **nouvelle géographie de la globalisation** est possible. Elle montre que la structure de la globalisation contemporaine résulte de la diffusion géographique à partir des premières zones de globalisation (Amérique du nord, Europe de l'ouest et Asie Pacifique) et que ces traits régionaux demeurent persistents. Ainsi, les firmes en expansion de Tokyo, Londres, des États-Unis (New York) et d'Allemagne (Francfort) ont dépassé leurs frontières locales, régionales et culturelles pour se fonder dans la globalisation contemporaine tout en conservant des bases régionales (régions à l'échelle des continents) en établissant des sièges sociaux régionaux.

Une autre source de dynamisme pour les métropoles internationales provient de leur accès privilégié à la

connaissance. Cette connaissance (provenant des investissements en R&D et du niveau de qualification de la main d'œuvre) conduit à l'innovation de produits, de services et de procédés et, à partir de là, à la création de nouveaux marchés et à une baisse des coûts de production. La corrélation positive entre le niveau de connaissance et la croissance économique, déjà établie au niveau des nations, se retrouve au niveau des villes internationales à l'exception de Londres et Paris car les performances économiques de ces deux villes, malgré leurs très bonnes bases de connaissance, sont en deçà d'autres villes de taille inférieure du fait des déséconomies d'agglomération qui affectent ces deux métropoles.

Si la connaissance joue un rôle crucial dans le développement économique territorial, la région métropolitaine, offrant de nombreuses possibilités de coopération, est également un lieu privilégié pour l'innovation. Ces régions métropolitaines peuvent donc être considérées comme **des systèmes d'innovation métropolitains** qui seuls peuvent fournir les avantages dont les firmes tournées vers la technologie ont besoin (une structure industrielle diversifiée, une main d'œuvre qualifiée, des partenaires de qualité et des instituts de recherche).

Selon certaines études sur les choix de localisation des sièges sociaux régionaux, la capacité des pouvoirs publics à inciter des firmes multinationales à se localiser sur leur territoire serait très relative. Les incitations financières joueraient un rôle secondaire dans le choix de localisation et n'aurait une influence que dans le choix final, entre deux localisations équivalentes en termes d'affaires et d'infrastructures. Cependant les recherches montrent le rôle synergétique joué par les pouvoirs politiques locaux pour attirer les entreprises, réhabiliter certains quartiers d'affaires et mettre en valeur les atouts spécifiques des villes.

Écrits référents
fiches de lecture

Article

Fiche
de lecture

établie par

Sandrine CRISMAN
et
Jean PHILIPPE

août 2003

Réorganisation spatiale de l'activité financière et émergence d'un nouveau centre.

Le cas de l'IFSC à Dublin

ANSIDEI Julie et GUILLAIN Rachel
revue d'économie régionale et urbaine, N 2, 2002

Résumé

L'organisation spatiale des institutions financières s'est modifiée sous l'influence de deux facteurs principaux : la hausse de la concurrence dans le domaine financier et l'essor des technologies de la communication. De plus en plus, les institutions financières sont incitées à délocaliser les activités les plus standardisées dans les villes où les coûts sont moins élevés par comparaison aux grands centres financiers traditionnels. Ce mouvement entraîne alors l'apparition de nouveaux centres financiers. A partir d'entretiens réalisés sur place, les auteurs ont analysé les raisons du succès de l'International Financial Services Centre, créé à Dublin en 1987. De cette étude, il ressort que les aménageurs locaux et les économies d'agglomération jouent un rôle essentiel dans le développement et le maintien du centre financier.

Mots-clés

activités financières, centres, délocalisation d'activités, dublin, technologie de la communication.

Objectif

L'objectif des auteurs de ce texte, est d'expliquer les changements récents survenus dans la géographie des activités financières à travers le cas du centre financier de Dublin. Ces changements tiennent principalement à une localisation hors des grandes villes où les marchés financiers sont concentrés, telles que Londres ou New York, des activités les plus standardisées.

Méthodologie

Pour cela, les auteurs ont opté pour une démonstration en deux temps : tout d'abord, une analyse théorique des raisons de la délocalisation des activités offshore et des unités back office ; puis l'analyse d'un cas concret, celui du centre financier de Dublin, pour lequel les auteurs apportent une réflexion sur les raisons du succès de ce site pour attirer ce type d'activités ainsi que sur son avenir. Après une longue période de méfiance, les institutions financières sont aujourd'hui de plus en plus enclins à situer leurs différentes activités dans des localisations différentes.

Commentaires

Nouvelles technologies de communication et délocalisation des activités

Les récentes innovations dans les technologies de la communication ont permis d'améliorer la transmission d'informations, facteur déterminant pour le bon fonctionnement d'un marché financier, en la rendant plus efficace et plus rapide

mais également moins onéreuse. Ces innovations ont permis aux institutions financières de penser leur organisation spatiale différemment. La séparation entre les unités front office (fonctions de gestion, de conception, de commercialisation) et back office (activités d'exécution et répétitives comme les opérations de facturation, d'écritures comptables...) est alors rendue possible, étant donné que l'unité back office communique à l'aide d'informations codées, facilement transmissibles, avec l'unité front office.

Pour répondre à la question de l'intérêt pour une firme de séparer ces unités et du choix de la localisation, les auteurs se sont appuyés sur la théorie de OTA et FUJITA (1993). A priori, la localisation unique semble avantageuse, en termes d'échanges d'information, mais le regroupement des firmes dans un même lieu entraîne une hausse des prix du sol qui freine le mouvement d'agglomération. Il faut donc tenir compte de ces différentes forces d'agglomération et de dispersion pour déterminer la localisation optimale des activités d'une firme. Ceci explique alors la délocalisation des activités back office qui peuvent être situées en périphérie de la ville voire même dans d'autres villes où les coûts sont moindres, sans perte d'efficacité pour la firme. Le même type d'explications peut être fourni dans le cas des activités off shore (places ayant pris des mesures fiscales avantageuses pour attirer les affaires bancaires internationales) : les pressions fiscales domestiques poussent les institutions financières à rechercher des localisations où le cadre fiscal est plus avantageux. Ici, également, ce sont les progrès réalisés dans les techniques de communication à distance qui permettent ces délocalisations.

Restructuration de l'activité financière et délocalisation des activités

Les institutions financières sont également amenées à délocaliser certaines activités du fait des modifications survenues dans l'activité financière, et notamment l'accroissement de la concurrence, qui les pousse à réduire toujours plus leurs coûts. Cela se traduit par les phénomènes suivants :

- la présence accrue d'investisseurs institutionnels et la concentration de la demande finale que cela entraîne, obligent les institutions financières à répondre à des exigences en matière de qualité de services et de coûts de plus en plus fortes.
- du fait des différences internationales existantes entre les coûts des facteurs de production, les institutions délocalisent certaines activités là où les coûts sont les moins élevés.
- les fusions de plus en plus fréquentes entre les institutions leur permettent d'augmenter leur taille et donc d'arbitrer entre davantage de localisations possibles.

Les raisons du succès de l'IFSC :

La création en 1987 de l' « international financial services centre » (IFSC) est due à l'initiative du gouvernement irlandais et à l'action conjuguée de différents organismes publics tels que la banque centrale d'Irlande ou encore de l' « industrial development agency ireland » chargée de la promotion du site à travers le monde. L'objectif du projet était de rénover une zone en difficultés (l'ancien quartier des docks de Dublin) et d'offrir des emplois à la population. Pour cela un partenariat entre les acteurs publics et privés a été mis en place dans lequel les autorités publiques accordaient des faveurs fiscales aux institutions de l'IFSC.

• Le rôle des autorités locales

L'essor de l'IFSC s'explique d'une part par l'expérience acquise par les autorités irlandaises après plusieurs décennies de politique de promotion de l'investissement étranger et par leurs performances dans la compétition internationale entre les territoires, mais également par un ensemble de facteurs favorables aux institutions financières :

- une certaine stabilité économique et politique lui permettant de se différencier d'autres centres « offshore » jugés plus risqués.
- Un système juridique proche du système britannique et américain.
- Un point d'accès privilégié pour les institutions non-européennes sur le marché européen.
- Une politique publique de développement des technologies de la communication.
- Un cadre légal et réglementaire constamment adapté aux changements de l'environnement financier international.

- Des autorités disponibles, attentives aux besoins des institutions financières et assurant une grande sécurité et une transparence du système.

- **Les atouts spécifiques de dublin**

Tout d'abord, Dublin se trouve à proximité de Londres et bénéficie d'un bon réseau aérien. La main-d'œuvre parle déjà anglais, elle est jeune, abondante et qualifiée (présence de plusieurs universités près de l'IFSC capables de répondre aux besoins du centre financier). De plus, l'Irlande possède une législation du travail flexible et des coûts salariaux bas. Ces différentes caractéristiques font que la main-d'œuvre irlandaise est particulièrement bien adaptée aux besoins des institutions financières. Le site dispose également des services aux entreprises (juridiques, comptables, informatiques...) nécessaires au fonctionnement des institutions financières.

- **Les bénéfices de l'IFSC**

L'effet souhaité à l'origine sur l'emploi a été obtenu, avec une croissance constante du nombre d'employés à laquelle il faut ajouter les emplois indirects créés dans des secteurs très variés. Cependant, ces emplois ont peu profité aux résidents de l'ancien quartier des docks, devenu aujourd'hui un quartier d'affaires moderne. Il semble alors que l'essor de ce quartier est davantage profité aux nouveaux arrivants qu'aux anciens habitants. Ainsi, contrairement à son objectif initial, l'implantation du centre n'aurait pas réussi à résoudre les difficultés de ce quartier, qui tiennent principalement à la reconversion de la main-d'œuvre locale.

L'avenir de l'IFSC

Malgré la fin prochaine des avantages fiscaux accordés, la sécurité qu'assure le cadre réglementaire ainsi que la capacité d'adaptation des autorités irlandaises aux évolutions du système financier international semblent difficiles à concurrencer pour d'autres centres « offshore ». De plus, il ne faut pas oublier les investissements faits dans les infrastructures immobilières, de transport et de télécommunication ainsi que la qualification de la main-d'œuvre qui restent des éléments très attractifs pour les institutions financières. Cependant, la forte attractivité du site a entraîné une hausse des coûts du sol et de la main-d'œuvre qui pourraient freiner le développement du centre. C'est alors le rôle des autorités que de trouver une solution comme celle de développer des activités financières plus sophistiquées afin d'attirer de nouvelles institutions. D'autres centres pourraient également se créer sur le modèle de l'IFSC en profitant de l'orientation très marquée de Dublin vers le Royaume-Uni et les États-Unis, qui délaisse ainsi l'Europe continentale.

La transformation sociale dans les villes globales : le cas de Singapour.

Social transformation and the global city : Singapore

BAUM Scott

Urban Studies ; vol 36, n° 7, 1999 ; pp. 1095-1117

Fiche
de lecture

établie par

Sylvie Veillet
et
Jean Philippe

juin 2003

Résumé

Scott BAUM veut mettre en évidence les effets qu'engendre la globalisation de l'économie sur le fonctionnement des métropoles. L'intégration au mouvement de globalisation entraîne une modification des structures économiques et sociales des métropoles. Il avance l'hypothèse que l'émergence des villes mondiales s'accompagne d'une augmentation importante des inégalités sociales. Baum s'appuie sur l'étude de Singapour.

Mots-clés

Globalisation, métropoles, restructuration urbaine, inégalités sociales

Commentaires

Pour étayer son hypothèse, BAUM analyse la ville de Singapour qui a connu de nombreux changements économiques et professionnels.

- L'analyse des statistiques montre les transformations opérées dans le marché du travail et dans les structures de revenus.
- L'analyse des secteurs montrent la croissance simultanée des emplois supérieurs et des emplois pas ou peu qualifiés.
- L'analyse des transformations sociales montrent une très forte polarisation sur certains types d'emplois et une concentration des revenus.

Cette analyse alimente un débat sur les conséquences de la mondialisation des villes. Les transformations sont réelles mais pas nécessairement néfastes pour la population concernée. Le développement de la ville s'accompagne d'un niveau d'éducation plus élevé et d'un revenu supérieur pour ceux qui en bénéficient.

La ville de Singapour a réussi son projet car elle est devenue une ville mondialement reconnue pour son économie. Le gouvernement pour réaliser cet objectif a investi massivement dans les infrastructures. Le réseau de transport et de communication s'est modernisé ; le centre d'affaires est devenu plus compétitif. L'intégration à l'économie mondiale s'est manifestée par le flux d'investissement directs étrangers :

« Le niveau des capitaux étrangers investis à Singapour et le volume des flux de transport, à la fois de fret et de passagers démontrent l'intégration fonctionnelle de Singapour à l'économie mondialisée ».

Pour réussir cette intégration, la ville s'est appuyée sur une main d'œuvre qualifiée et respectueuse par tradition de la hiérarchie. « Dans le contexte de Singapour, le lien entre la formation et l'emploi est spécialement important parce que le gouvernement à travers des réformes de son système d'éducation a réussi à l'adapter aux besoins d'une stratégie économique globale ».

Article

La globalisation et la transformation urbaine dans la région Asie-Pacifique.

Globalisation et urban transformation in the Asia-Pacific region : a review.

FU-CHEM Lo et MARCOTULLIO Peter J.

Urban Studies ; vol 37, n° 1, 2000 ; pp. 77-111

Fiche
de lecture

établie par

Sylvie Veillet
et
Jean Philippe

juin 2003

Résumé

Le but de cet article est de présenter une analyse du développement urbain et régional dans la région de l'Asie et du Pacifique à travers la mondialisation économique et le développement du système fonctionnel des villes. Ce système fonctionnel est décrit comme un réseau de villes souvent liées de manière hiérarchique et fonctionnelles à travers les flux économiques.

Mots-clés

Globalisation, métropoles, réseau de villes

Objectif

Cet article analyse les effets de la mondialisation en Asie et notamment l'émergence d'une ceinture industrielle basée sur la localisation d'industries dans les principaux centres métropolitains de l'Asie, de la Chine et de l'Indochine. L'analyse montre que le développement de la ville globale ou globalisée ne se fait pas de manière uniforme et que chaque ville possède une fonction particulière : certaines commandent et contrôlent l'économie régionale mondialisée (Tokyo), d'autres se développent sans avoir de frontières.

« Les villes en réseau dans le système urbain de la région Asie Pacifique ne se développent pas uniformément, mais selon les fonctions économiques assurées. »

Ces villes en réseau sont le foyer de la croissance grâce à leur politique d'intégration, mais cette globalisation ne se fait pas sans dommages pour la population qui est quelques fois bousculée par les effets de la globalisation.

Article

Fiche
de lecture

établie par

Sandrine Crisman
et
Jean Philippe

juin 2003

Mettre en relation les ressources de connaissance des métropoles et leur croissance économique

Correlating the knowledge-base of cities

LEVER W. F.

Urban Studies ; vol. 39, N° 5-6, 2002

Résumé

L'avantage concurrentiel des métropoles des pays développés est de plus en plus considéré comme basé sur leur accès privilégié à la connaissance. La génération de nouvelle connaissance, due aux investissements en recherche et développement, a conduit à la création de nouveaux produits, services et procédés, qui forment le socle de la nouvelle économie. Aussi, les tentatives de relier la création de connaissance avec la croissance économique ont utilisé les mesures de la R&D, comme le nombre d'établissements de recherche, de façon assez limitée. Cet article développe une mesure beaucoup plus large de la base de connaissance, comprenant la connaissance tacite, codifiée ainsi que son infrastructure pour 19 villes européennes. A l'exception des deux villes mondiales, Londres et Paris, qui connaissent une certaine contre performance, il y a une forte relation entre la qualité de la base de connaissance et le changement économique.

Mots-clés

Connaissance, avantage compétitif, recherche et développement, croissance économique, villes mondiales .

Objectif et méthodologie

Le but de l'auteur, est de mettre en évidence la relation existant entre l'accès à la base de connaissance et la croissance économique dans les principales villes européennes, en utilisant une mesure moins restrictive de la connaissance que celle employée jusque-là dans ce type d'études. Pour cela, il s'appuie sur les différentes analyses existantes qui ont déjà étudié cette relation au niveau national, régional et local. Il développe ensuite sa propre mesure de la base de connaissance qui comprend selon lui la connaissance tacite et codifiée ainsi que l'infrastructure de la connaissance.

Commentaires

L'importance de la connaissance dans les pays développés

Dans une économie mondiale de plus en plus globalisée, les villes européennes ont dû redéfinir leur rôle car dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail, de nombreuses industries se sont déplacées vers les nouveaux pays industrialisés (NPI). Ces pays ont également innové en créant de nouveaux biens, notamment dans le domaine de l'électronique. Les pays industrialisés ont alors dû identifier les secteurs d'activité dans lesquels ils conservaient un avantage concurrentiel global : ce sont les secteurs de la connaissance qui conduit à l'innovation de produits,

de services et de procédés et, à partir de là, à la création de nouveaux marchés et à une baisse des coûts de production. Cette connaissance provient des investissements en R&D et du niveau de qualification de la main d'œuvre, or ces caractéristiques se retrouvent principalement dans les pays développés, renforçant ainsi l'avantage concurrentiel. De nombreuses études ont alors cherché à démontrer l'existence d'une corrélation positive entre la base de connaissance et la croissance économique, que ce soit au niveau national, régional ou même métropolitain. Du fait de cette place considérable prise par la connaissance, le développement des villes se trouve modifié : les activités du secteur de la connaissance requièrent des conditions et un environnement très différents des activités traditionnelles.

La théorie de la connaissance, l'innovation et la croissance

En 1998, les industries et les services de haute ou moyenne technologie basés sur la connaissance correspondaient à plus de 50% du total des économies de l'OCDE. Afin de simplifier l'analyse de la relation entre la connaissance et la croissance économique, les investissements dans le domaine de la connaissance ont été définis de deux façons : la première considère les dépenses totales en r&d tandis que la seconde fait une distinction entre les investissements dans la recherche fondamentale ou non.

Un point important pour expliquer la croissance économique et le développement concerne la distinction entre la connaissance tacite et codifiée. La connaissance codifiée, ou l'information, est largement accessible à tous, à un coût très bas et sans ambiguïté sur le sens ; la connaissance tacite est, elle, accessible à un nombre limité de personnes, et confère donc un avantage concurrentiel à ses détenteurs. Du fait que la connaissance tacite nécessite souvent un face à face pour être échangée, les grandes villes, où les contacts sont facilités, sont avantagées. Selon Malecki (1997), il devrait y avoir une relation linéaire entre l'investissement en R&D, la création de connaissance, l'innovation et l'acquisition d'un avantage concurrentiel. Donc, une hausse des dépenses en R&D doit entraîner un accroissement de l'innovation et de la production. De plus, si l'on considère que c'est de la recherche fondamentale dont provient en fin de compte l'innovation, les politiques gouvernementales devraient tendre à atteindre l'équilibre entre la recherche fondamentale et appliquée, tout en encourageant la connaissance tacite autant que celle codifiée. Cependant, ce simple modèle linéaire a été remis en question : moins de la moitié des dépenses en R&D conduisent à des innovations commercialement exploitables car la création de connaissance n'est pas un processus linéaire.

La connaissance au niveau de la ville

Tandis qu'au niveau des états la relation entre l'investissement en R&D et le développement économique semble établie, celle-ci semble moins évidente à une échelle inférieure. En effet, peu d'études ont pu établir un lien entre la création de nouvelle connaissance par la R&D avec l'innovation et la croissance économique au niveau de la ville. Le regroupement de firmes fondées sur la connaissance (comme dans la Silicon Valley ou à Sophia Antipolis) devrait prouver l'intérêt que procure la proximité en termes d'échange d'informations et de connaissances tacites à travers les contacts personnels. Or, le partage de cette connaissance, provenant de la recherche et procurant un avantage concurrentiel, entre les firmes de ce type d'agglomération semble assez faible, bien que celles-ci profitent des mêmes externalités positives. Cependant, différentes études ont tenté de relier la R&D, la connaissance et la croissance au niveau urbain. Dans les différentes études menées en Europe, une corrélation positive entre la R&D et le niveau du PIB par tête est obtenue.

Une définition plus large de la base de connaissance

Tandis que les études précédentes utilisaient le nombre de centres de recherche par millions d'habitants pour évaluer la base de connaissance, l'auteur préfère développer une définition plus large, multidimensionnelle, pour mesurer la connaissance. Celle-ci repose sur la distinction entre la connaissance tacite, codifiée et l'infrastructure de la connaissance.

- **La connaissance tacite**

Sa transmission nécessitant un contact face à face, la présence des principales firmes du savoir dans une économie urbaine locale facilitera sa dissémination. Une première façon de mesurer l'accès à la connaissance tacite consiste à relever la présence ou non des 74 principales firmes productrices de services. Cette mesure permet le classement des villes en fonction de leur base de connaissance : en europe, londres et paris ont le plus haut niveau de services tandis que les villes du sud sont les plus en retard. Une autre façon consiste à prendre en compte les possibilités de voyage et d'échange d'informations, mesurées par l'importance du trafic aérien de la ville et par les grands évènements organisés dans des secteurs particuliers. En ce qui concerne les aéroports, ceux de londres et de paris connaissent le trafic le plus soutenu ; ces deux villes sont également celles où sont organisées le plus de foires et d'exhibitions commerciales.

- **La connaissance codifiée**

La mesure de l'accès à cette connaissance est fondée sur la recherche dans les universités locales. Si l'on considère le nombre d'étudiants, les villes d'europe du sud (barcelone, milan, naples...) arrivent en tête ; on peut également se reporter au volume d'articles scientifiques et académiques publiés dans les journaux de référence, pour lequel les grandes capitales européennes dominent.

- **L'infrastructure de la connaissance**

Étant donné l'importance des télécommunications dans l'échange de la connaissance, une mesure de l'infrastructure de ces télécommunications est nécessaire. Un classement des villes européennes dans ce domaine place londres, stockholm et paris en tête.

La corrélation entre la base de connaissance et le changement économique

À partir de la définition énoncée et des critères retenus pour mesurer l'accès à la connaissance, l'auteur va pouvoir tirer les conséquences sur la relation entre le niveau de connaissance et la croissance économique pour 19 villes européennes.

- Tout d'abord, deux villes européennes apparaissent comme de véritables « villes mondiales », londres et paris, qui se trouvent en tête de pratiquement tous les classements dans le domaine de la connaissance.
- En utilisant plusieurs mesures des performances économiques, on trouve effectivement une corrélation positive entre l'accès à la connaissance et le taux de croissance, excepté pour londres et paris dont les performances économiques se trouvent en deçà de celles de villes plus petites pour la période 1978-96. Il apparaît, en effet, que les déséconomies d'agglomération, telles que les loyers et les salaires élevés, ont contrebalancé les avantages en termes de connaissance que possédaient ces deux villes mondiales.

Article

Fiche
de lecture

établie par

Sandrine Crisman
et
Jean Philippe

juin 2003

Les principaux centres de recherche : réseaux et connectivité. Une analyse fondée sur des indicateurs bibliométriques

*The Top-level Global Research System, 1997-99 : centres, Networks and Nodality.
An Analysis Based on Bibliometric Indicators*

MATTHIESSEN C., SCHWARZ A. W. et FIND S.
Urban Studies ; vol.39, N° 5-6, 2002 ; pp. 903-927

Résumé

L'importance de la base de connaissance dans la concurrence régionale et urbaine est généralement admise, bien que les relations causales entre la croissance économique régionale et urbaine et le niveau de connaissance soient loin d'être claires. Cet article présente la première analyse de la force, des interrelations et de la connectivité des centres globaux de recherche. Les données sur les articles sont répertoriées dans le *Science Citation Index* 1997-99. Ils proviennent d'auteurs des 40 plus grandes régions urbaines du monde, mesurées par les résultats de recherche. Le réseau de coopération dans la recherche dépend de la nationalité, de la distance et d'autres facteurs. Les nœuds au plus haut niveau dans le réseau de coopération mondial sont Londres, Genève-Lausanne et la Baie de San Francisco. En nombre absolu d'articles coécrits, Los Angeles, Boston et New York constituent un second niveau et, lorsque les liens observés sont rapportés à ceux attendus, le second niveau combine Amsterdam-Hague-Rotterdam-Utrecht, Paris, Basel-Mulhouse-Freiburg et Copenhague-Lund. Conformément à ce qui été attendu, les réseaux de citations sont, par contraste, très indépendants de la distance, mais pas de la nationalité. Les premières catégories de centres de recherche pour le nombre total de citations sont San Diego, Seattle, Boston, New York et la Baie de San Francisco. Quand on se tourne vers les données internationales, ce sont Mannheim-Heidelberg, Genève-Lausanne, Basel-Mulhouse-Freiburg et Cambridge qui sont en tête.

Mots-clés

Région urbaine, centre de recherche, réseau de coopération scientifique, co-écriture, citations.

Objectif et méthodologie

Les auteurs de cet article, défendent l'idée selon laquelle les domaines de la recherche et de la connaissance ont un lien très fort avec le territoire et résultent de la culture locale et de la tradition, contrairement à l'opinion très répandue qui suggère que le territoire n'a plus de pertinence dans la société globalisée. Pour cela, ils vont analyser les centres de recherche de haut niveau et présenter les principales métropoles de recherche ainsi que les réseaux de coopération qui les relient. Après avoir délimité les zones urbaines, la méthode consiste à chercher systématiquement les données nécessaires dans le Science Citation Index afin d'élaborer une liste significative des centres de recherche importants, mesurée par les résultats de recherche de 1997-99 enregistrés à l'adresse institutionnelle des auteurs. Cette méthode basée sur des bases de données bibliographiques pose de nombreux problèmes comme l'existence

d'un biais anglophone. Les analyses basées sur ce type de données peuvent donc fournir seulement des indications de nature quantitative et les interprétations faites doivent tenir compte de ces biais inhérents aux données.

Commentaires

Les villes et les régions sont de plus en plus des acteurs cruciaux dans le développement économique, adoptant des comportements de véritables entrepreneurs. Sachant qu'une région ne peut prospérer sans être liée aux sources d'innovation et de production, les dirigeants locaux veulent engager leur territoire dans la compétition internationale pour attirer de nouvelles activités, sous forme d'investissements ou de visiteurs. Les villes et régions ont été profondément modifiées dans leur structure par l'interaction de trois processus : une révolution technologique basée sur l'information, la formation d'une économie globale et l'émergence d'une nouvelle forme de production économique et de management caractérisée par le fait que la productivité et la compétitivité sont de plus en plus fondées sur les nouvelles connaissances.

Les universités, les institutions de recherche, les firmes et les dirigeants territoriaux contribuent à créer une solide base de connaissance pour leur ville car ils pensent que cette base locale prend une importance grandissante dans la croissance et le changement urbains. Ils agissent ainsi malgré leur conviction que les distances jouent un rôle de moins en moins important et que l'accès à l'information est désormais quasi universel. Mais, contrairement aux déclarations des scientifiques, on constate que le « modèle de gravité » explique le mieux les contacts entre scientifiques de différentes régions : une courte distance augmente la probabilité de coopération. On peut également citer les économies d'échelle : selon ZHANG et KRUGMAN, les économies d'agglomération créent une série d'avantages (comme l'interaction locale dans la recherche) qui permet d'attirer de l'activité. Selon LAMBOOY encore, certains lieux sont plus propices que d'autres au développement scientifique et technologique ; sans pouvoir en donner d'explications satisfaisantes, on sait que l'organisation de la production et du transfert de connaissance est un facteur clé. Lever affirme même que l'avantage comparatif des villes des pays développés sera basé sur le savoir.

La bonne santé scientifique peut être analysée au regard de la vitesse de progression de la publication d'articles de recherche. La nation est souvent prise comme cadre d'analyse puisque les statistiques sont présentées à l'échelle nationale. Cependant, au vu de l'importance croissante des villes et des régions en tant que sites de la concurrence mondiale et d'élaboration de plans stratégiques, il semble important pour les investisseurs et les dirigeants d'identifier et de comparer leur position en termes d'intensité scientifique.

Le territoire comme cadre d'analyse

Obtenir des données comparables sur les grandes villes se révèle problématique. La définition de l'unité urbaine généralement admise est celle des Nations Unies (« Urban Area Concept ») bien qu'elle soit purement physique, basée sur la distance entre les immeubles et les éléments utilisés (jardins, parkings, stade). Mais cette définition semble dépassée pour les plus grandes unités urbaines : l'extension et la densité de deux zones urbaines voisines diffèrent en raison de la tradition, de facteurs légaux, de la disposition physique et du stade de développement.

L'unité urbaine présente une concentration de population, d'activité, de capital et d'immeubles ; elle constitue des marchés du travail, de services, de culture, de l'immobilier... ; elle est structurée autour des principales routes, chemins de fer et de terminaux. Enfin, elle fonctionne à travers les flots quotidiens de personnes, de biens, d'énergie, d'information et d'argent. Pour les plus grandes régions urbaines, une définition plus précise devrait être formulée, tenant compte par exemple d'autres flots comme celui des opérateurs de services. Mais aucune définition générale n'a encore été établie. Les auteurs ont alors utilisé un concept spatial physique comme base afin d'identifier les frontières de chaque grande agglomération, conceptualisée en tant que grande région urbaine.

La production de recherche : les « méga- villes » du monde

Lorsqu'on établit le classement des 40 plus grands centres de recherche, on constate que la production de recherche se concentre en Amérique du Nord, Europe du Nord-ouest et Japon. Les deux premières régions urbaines en termes de recherche sont la zone de la Baie de Tokyo et Londres, suivies de Osaka –Kobe -Kyoto, la Baie de San Francisco, Paris, Moscou, Boston et New York

Les tendances nationales de centralisation se retrouvent au niveau des centres de recherche : les pays comme la France et la Russie, qui ont une tradition de concentration urbaine, ont une production de recherche très centralisée, contrairement à l'Allemagne ou l'Angleterre qui ont une tradition décentralisatrice. La politique de localisation des universités engendre elle aussi des différences selon que l'on s'intéresse à une ville universitaire (Cambridge) ou à une capitale comportant une université (Washington ou Rome). Le volume de la production de recherche d'une ville démontre une tendance qui s'écarte fondamentalement de l'analyse traditionnelle des villes mondiales : des villes relativement petites par leur population, comme Cambridge ou Stockholm, se présentent comme de grands centres en termes de résultats de recherche. On peut également noter que ce classement reflète le stade de développement économique tout comme le fait que de nombreux grands centres de recherche sont situés en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.

Le rendement de la recherche d'une ville est mesuré par le nombre d'articles produits par les scientifiques localisés dans la région urbaine. En ce qui concerne les interrelations des villes, la co-écriture d'articles par des auteurs de villes différentes indique le degré de coopération tandis que les citations donne une idée du leadership. On peut s'attendre à ce que ces deux indicateurs aient une relation toute différente avec la distance géographique : pour que deux personnes écrivent ensemble un texte, elles doivent se connaître, se voir plus d'une fois ; pour les citations, au contraire, aucun contact n'est nécessaire et la distance devrait alors jouer un rôle négligeable.

Le plus grand centre de coopération avec d'autres villes est Londres, suivi par quatre grandes villes américaines : San Francisco, Boston, Los Angeles et New York. On trouve ensuite la baie de Tokyo, la zone d'Amsterdam ou encore Paris. Lorsqu'on met en relation le nombre total d'articles coécrits avec des chercheurs d'autres villes et le volume attendu, Londres et Genève-Lausanne apparaissent comme les deux principaux nœuds européens ; pour les Etats-Unis, ce sont la Baie de San Francisco, Boston et New York. Ces six centres représentent le haut niveau des liens de co-écriture entre les villes : ce sont donc des nœuds majeurs au niveau du réseau de recherche totale (nationale et internationale). Au contraire, des villes comme Pékin et Moscou apparaissent comme les plus isolées du ce réseau de coopération.

En ce qui concerne la co-écriture internationale, les principaux centres sont Londres, la zone d'Amsterdam, Paris, Genève -Lausanne, Copenhague -Lund et Moscou. On peut alors remarquer un faible engagement américain dans la coopération internationale ainsi que des villes japonaises, pourtant principaux producteurs de recherche. Londres et Amsterdam constituent donc les principales villes dans le réseau de coopération internationale. Si l'on s'intéresse aux liens relatifs entre les villes, et ainsi au degré d'internationalisation d'une seule unité, les premières villes sont Genève-Lausanne, Londres, la région hollandaise et Paris.

Les diagrammes réalisés par les auteurs de ces liens de coopération internationale mettent en évidence la faiblesse des relations intercontinentales ainsi que le rôle déterminant joué par la distance. On remarque également que les réseaux totaux de coopération diffèrent clairement du réseau de coopération internationale : tandis que les Etats-Unis connaissent un degré élevé de coopération nationale, les villes européennes sont les plus dynamiques dans la coopération internationale.

Leaders et suiveurs : les tendances des citations

Comme dans le cas de la coopération dans l'écriture d'un article, les citations entre chercheurs dépendent de nombreux facteurs, comme la distance ou la nationalité. Etablir des tendances rationnelles dans le domaine des citations s'avère donc compliqué mais l'analyse de ces tendances

donne, cependant, une image significative des leaders et des suiveurs en matière de recherche. En nombres absolus, les leaders sont New York, Boston, la Baie de San Francisco et Londres, qui se citent énormément les uns les autres. La baie de Tokyo avec Osaka –Kobe –Kyoto constituent un autre lien de citations considérable.

La tendance générale montre clairement un biais national aux Etats-Unis tandis que la tendance est beaucoup plus internationale dans le reste du monde. On remarque également que le domaine des citations est beaucoup moins dépendant de la distance que ne l'était le réseau de co-écriture, mais reste dépendant de la nationalité. De plus, peu de villes se présentent comme des nœuds importants dans le réseau de citations. San Diego arrive en tête, suivie de New York, Boston, Seattle, Mannheim -Heidelberg et San Francisco lorsque l'on considère les liens totaux (nationaux et internationaux) entre les villes. Ces dernières jouent des rôles proéminents bien que certaines soient plus engagées dans des réseaux nationaux qu'internationaux. Si l'on s'intéresse aux leaders internationaux du réseau de citations, le classement des villes diffère nettement : Mannheim -Heidelberg, Genève -Lausanne, Basel -Mulhouse-Freiburg et Cambridge sont en tête. Les villes de nations plus petites et généralement européennes sont donc mieux positionnées que les villes américaines.

La structure du réseau de recherche et les liens qui la composent, représentent un des aspects primordiaux de la géographie économique contemporaine. Plusieurs observations peuvent être faites sur ce réseau : les relations économiques et politiques, la langue et la distance influencent les réseaux de recherche ; pour les centres de recherche majeurs, les liens nationaux dominent en général ceux internationaux, notamment pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne; des centres de petits pays européens comme la Suisse ou les Pays-Bas, jouent des rôles importants en tant que nœuds internationaux ; les agglomérations transfrontalières sont des centres de recherche de première importance.

Article

Localisation des plate-formes d'échanges dans les réseaux logistiques

On the allocation of a subset of nodes to a mini-hub in package delivery network

MORTON E. O'Kelly

Papers in Regional Science ; vol 77, n° 1, 1998 ; pp. 77-99

Fiche
de lecture

établie par

Sylvie Veillet
et
Jean Philippe

juin 2003

Résumé

L'objectif de cet article est de proposer une réflexion théorique sur la mise en place des réseaux logistiques optimisés pour diminuer les coûts de transports et de temps. Pour diminuer les tensions dans les livraisons, il propose de polariser vers des modules de tri les flux, en les sélectionnant en fonction de la localisation géographique et des fuseaux horaires.

Mots-clés

globalisation, centre de tri, gestion des flux, fuseaux horaires

Commentaires

L'article pose le problème de la gestion des nœuds pour la circulation des marchandises et propose de créer des mini-hubs permettant le tri et le ré-acheminement vers les directions désirées en évitant l'engorgement des nœuds principaux. L'auteur utilise un modèle appliqué avec des calculs d'optimisation.

« L'analyse doit déterminer si le système représenté permet des interactions de plus d'un arrêt, requiert des nœuds qui interagissent les uns les autres à travers un mini-club de centres et permet à chaque paire de sélectionner la route la plus efficace ».

L'hypothèse est que l'opération de triage évite certaines interactions dans une région car au lieu d'envoyer tous les produits à un centre régional continental qui les re-routent, on les expédie vers des mini hubs qui se chargent des flux locaux. C'est une analyse qui veut démontrer la validité de la déclinaison du système Hub and spokes.

Les systèmes métropolitains d'innovation. Une comparaison entre Barcelone, Stockholm et Vienne

*Metropolitan innovation Systems.
A Comparison Between Barcelona, Stockholm, and Vienna*

REVILLA DIEZ J.

International Regional Science Review ; vol 25, n° 1, 2002 ; pp. 63-85

Résumé

Cet article utilise les données de l'étude européenne sur l'innovation régionale afin d'éclairer l'activité du réseau des plus importants acteurs de l'innovation, c'est-à-dire les firmes du secteur industriel, les firmes productrices de services et les instituts de recherche. Les capacités d'innovation des systèmes d'innovation métropolitains diffèrent visiblement. En ce qui concerne les partenaires de coopération, les relations verticales prédominent. Seulement à Stockholm, les instituts de recherche jouent un rôle significatif dans l'assistance aux processus d'innovation des industries. La proximité spatiale des partenaires dans la coopération est très importante, confirmant le concept de systèmes d'innovation basés territorialement. En même temps, les acteurs regardent de près la coopération avec des partenaires hors de la région.

Mots-clés

Régions métropolitaines, systèmes d'innovation métropolitains, coopération, R&D, firmes du secteur industriel, firmes du tertiaire, instituts de recherche.

Objectif

Le but de cet article, est d'établir une comparaison entre les systèmes d'innovation métropolitains de Barcelone, de Stockholm et de Vienne afin d'éclairer le mode de coopération des principaux acteurs innovants de ces systèmes.

Méthodologie

Pour contourner les problèmes de comparaison rencontrés précédemment dans les études sur l'innovation et ses réseaux, les auteurs ont utilisé une étude réalisée conjointement par plusieurs universités allemandes dans onze régions européennes, « European Regional Innovation Survey ». Celle-ci consistait à envoyer des questionnaires aux acteurs les plus importants des systèmes d'innovation régionale, c'est-à-dire les firmes du secteur industriel, celles productrices de services et les instituts de recherche, afin d'analyser leurs activités innovatrices et leurs réseaux. Ces questionnaires étaient identiques pour toutes les régions assurant ainsi une bonne comparabilité. Cet article s'est concentré sur les résultats des trois régions métropolitaines : Barcelone, Stockholm et Vienne.

Commentaires

Les régions métropolitaines

Les régions métropolitaines sont de plus en plus considérées comme le moteur du développement régional dans le monde globalisé, facilitant les économies d'agglomération et reliant les acteurs locaux avec ceux nationaux et internationaux. Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne l'innovation. La possibilité de coopérer au cours du processus d'innovation avec des partenaires extérieurs devient un facteur capital de localisation, permettant de réduire les risques et l'incertitude et conduisant à un apprentissage collectif. En raison de leur taille, les régions métropolitaines offrent un réseau potentiel de partenariats aux firmes locales, assurant des synergies, la création de connaissances et donc une progression technologique. On trouve dans ces régions des multinationales, des PME innovantes et des instituts de recherche en relation avec des partenaires du monde entier.

Les multinationales, en se basant en divers endroits, établissent un réseau global de production et de centres de recherche, étroitement reliés. Par conséquent, les multinationales présentes dans les régions métropolitaines, échangent constamment des idées et des expériences avec des partenaires extérieurs. Les PME innovantes, en biotechnologie ou dans les télécommunications, doivent coopérer internationalement avec les firmes leaders et les instituts de recherche en raison de la complexité des processus d'innovation dans ces deux branches.

Les systèmes d'innovation métropolitains

Dans les années 1980, la recherche sur les processus d'innovation s'est concentré sur les **systèmes nationaux d'innovation**. Contrairement à la vision néoclassique linéaire, le processus d'innovation est considéré comme résultant des interactions entre les différents acteurs dans et hors de la firme, et dépendant donc fortement de la relation entre la firme et son environnement. **L'environnement de la firme influence ses activités d'innovation** de deux façons. Tout d'abord, la firme innovante cherche à coopérer avec d'autres acteurs (clients, fournisseurs, firmes du tertiaire, instituts de recherche, concurrents et décideurs politiques) pour l'accès à l'information, à la connaissance et aux autres ressources, pour échanger leur expérience ou pour trouver des solutions conjointement. Ensuite, l'environnement culturel et social, institutionnel et les infrastructures influencent les décisions des entrepreneurs et déterminent les activités de la firme. L'innovation est donc le résultat de l'interaction entre différents acteurs dont les actions sont déterminées par leur environnement.

L'attention croissante portée au niveau régional et local a entraîné un accroissement des études consacrées aux **systèmes d'innovation régionaux**. Les auteurs de ces études ont transféré les éléments systémiques d'un système national au niveau régional. Selon eux, les conditions spécifiques à la région et les relations de coopération entre les différents acteurs influencent le potentiel d'innovation régional, positivement ou négativement. Des études récentes montrent que les régions métropolitaines ont un potentiel élevé d'innovation. Il a été montré empiriquement qu'elles sont les localisations les plus importantes pour les innovations. Loin d'être isolées, les régions métropolitaines tendent à être les forces motrices dans les processus d'innovation nationaux et internationaux. Elles offrent des conditions favorables pour les firmes innovatrices : une structure industrielle diversifiée, une main d'œuvre qualifiée, des partenaires de qualité et des instituts de recherche. L'auteur considère ces régions métropolitaines comme des **systèmes d'innovation métropolitains**, qui seuls peuvent fournir les avantages dont les firmes tournées vers la technologie ont besoin.

Les systèmes d'innovation métropolitains de Barcelone, de Stockholm et de Vienne

Les capacités innovatrices de ces trois systèmes diffèrent significativement, reflétant les différences déjà observées au niveau des systèmes nationaux. Dans le domaine de l'innovation, **la Suède** arrive en tête : en ce qui concerne les dépenses en R&D et le nombre de chercheurs, elle est à la première place de l'UE. Le secteur privé joue un rôle moteur dans le système de recherche

national. **L'Autriche** est la suivante : malgré un PIB par habitant très élevé, son système de R&D est assez faible, le secteur privé participe peu aux activités de recherche par rapport au secteur public qui joue un rôle moteur. Le système d'innovation autrichien est donc très dépendant de la recherche étrangère. **L'Espagne** est en dernière position : malgré sa croissance élevée, son PIB reste faible comme ses dépenses en R&D. Contrairement à la Suède qui se présente comme un pays innovateur, l'Espagne semble juste appliquer les nouvelles connaissances. Les mêmes différences se retrouvent au niveau régional. Ainsi le système d'innovation de **Stockholm** apparaît beaucoup plus innovant (au vu du nombre d'applications brevetées) que les deux autres systèmes. Cela s'explique en partie par les fortes dépenses en R&D ainsi que par le niveau élevé de qualification de la population par rapport à Barcelone et à Vienne.

Vienne, malgré son ancien statut de leader dans l'innovation, est la suivante avec un nombre d'applications brevetées très inférieur à celui de Stockholm, une main d'œuvre qualifiée très restreinte et des dépenses en R&D du secteur privé très faibles. La région de **Barcelone** arrive en dernière position mais sa situation dans le domaine de l'innovation semble plus prometteuse que celle de Vienne. Depuis son entrée dans l'UE, sa situation économique s'est améliorée, Barcelone attire les investissements étrangers et la proportion de main d'œuvre qualifiée est déjà supérieure à celle de Vienne.

L'innovation dans les firmes du secteur industriel

La capacité d'innovation des industries diffère grandement entre les trois systèmes métropolitains d'innovation. Les firmes du secteur industriel à Vienne et Stockholm ont des dépenses en R&D beaucoup plus importantes qu'à Barcelone. Dans la haute technologie, la différence est encore plus évidente. Cependant, si l'on s'intéresse aux indicateurs de production, les résultats sont très différents : l'industrie barcelonaise obtient le meilleur résultat dans le développement de nouveaux produits ; en ce qui concerne le chiffre d'affaires par innovation de produit, Vienne est la plus innovante. Ces bons résultats sont la conséquence du processus de rattrapage : la hausse de la concurrence à laquelle sont confrontées les firmes depuis l'adhésion à l'UE, les a poussé à investir davantage en R&D afin d'améliorer la qualité de leurs produits et de développer de nouveaux produits.

Le rôle de la coopération externe et de la proximité spatiale

Les réseaux de coopération externe sont très importants dans les processus d'innovation des firmes du secteur industriel. A travers les différentes régions, leurs principaux partenaires sont les clients, les fournisseurs et les firmes du tertiaire : les partenaires de coopération verticale sont plus impliqués dans les réseaux d'innovation que les partenaires de coopération horizontale comme les instituts de recherche et les concurrents.

Il apparaît que la **forme du réseau** des firmes industrielles soit plus complexe que prévue : la proximité spatiale comme l'éloignement des partenaires de coopération semblent communs aux différentes firmes étudiées. Cela reflète à la fois leur besoin du local mais aussi du national et même de l'international comme sources de connaissance. Les différences résident dans la taille, le secteur et le degré d'innovation des firmes : plus une firme est grande, innovante, tournée vers la technologie et la connaissance, plus elle sera engagée dans les réseaux d'innovation. Des différences dans la coopération externe des firmes industrielles apparaissent également entre les trois systèmes d'innovation métropolitains. Barcelone atteint le plus haut pourcentage de firmes en réseau, devant Stockholm et Vienne. Ceci s'explique par la présence de nombreuses PME, qui ont une longue tradition d'interaction entre elles, et de multinationales qui ont de nombreux échanges avec leurs sièges sociaux et les autres sites.

La proximité spatiale des partenaires de coopération joue aussi un rôle important, bien que les firmes industrielles aient également des partenaires hors de la région. Tandis que les firmes de Stockholm et Vienne coopèrent plus avec des partenaires hors de leur région, celles de Barcelone sont plus tournées vers leur région.

Les firmes productrices de services jouent un rôle capital dans les systèmes d'innovation. Dans la région de Vienne, elles sont le principal partenaire externe de coopération pour les firmes industrielles et le second, après les clients, pour Barcelone et Stockholm. Par rapport aux partenaires de coopération tels que les clients, les fournisseurs ou les firmes du tertiaire, **le rôle des instituts de recherche** dans les processus d'innovation des firmes est relativement faible. Cependant, contrairement à Barcelone et à Vienne, les firmes de Stockholm ont recours significativement aux instituts de recherche.

Le rôle des politiques régionales

Au vu des différences existantes dans le domaine de la compétitivité technologique entre ces trois grandes agglomérations assez semblables, le rôle des politiques régionales envers l'innovation, et donc l'amélioration des systèmes d'innovation métropolitains, a été examiné. L'exemple de la réussite suédoise offre quelques éclaircissements sur ce type de politique, bien que la transposition de ce modèle soit impossible en raison des caractéristiques spécifiques à chaque région en matière de facteurs de production et d'environnement socio-économique.

La politique de promotion de la R&D régionale et nationale suédoise mettait l'accent sur la qualification des ressources humaines et sur le rapprochement entre les firmes et les instituts de recherche afin d'accélérer le transfert des découvertes scientifiques en produits commercialisables. Au niveau métropolitain, l'amélioration de l'environnement commercial afin de stimuler l'innovation est une priorité. Ainsi des parcs scientifiques ont été créés où l'industrie et les instituts publics de recherche travaillent étroitement. Le système d'innovation métropolitain de Stockholm est un exemple positif des avantages de l'innovation en réseau, qui procure une meilleure compétitivité, une plus grande innovation et une certaine dynamique économique. Cet exemple devrait donc encourager les autres régions à suivre la même voie, bien que cette coopération entre l'industrie et le secteur public de recherche ne puisse être forcée.

Les villes dans une économie mondiale : le cas de New York

SASSEN S.

Villes en parallèle ; n° 20-21, 1994 ; pp.54-77

Fiche de lecture

établie par

Sandrine Crisman
et
Jean Philippe

juin 2003

Résumé

On peut identifier quatre mécanismes à l'œuvre dans la formation des villes mondiales. Tout d'abord, la dispersion géographique de l'industrie de fabrication, qui a contribué au déclin des vieux centres industriels, a créé une demande pour une plus grande centralisation de la gestion et de la planification des entreprises et pour un accroissement des services spécialisés indispensables à la croissance dans les villes mondiales. Ensuite, la croissance de l'industrie de la finance, et en particulier certains secteurs clés de cette activité ont bénéficié de mesures gouvernementales et de conditions qui ont pourtant nui à d'autres secteurs industriels, surtout à l'industrie de fabrication. L'effet général d'un tel développement, une fois de plus, a été d'encourager la croissance des services spécialisés situés dans les grandes villes et de ronger la base économique d'autres types de localités. Enfin, les conditions et les agencements sous-jacents aux deux premières transformations suggèrent un changement dans les relations économiques entre les villes mondiales, les nations dans lesquelles elles sont situées et l'économie mondiale.

Finalement, les nouvelles conditions de croissance ont fourni les éléments d'une réorganisation des classes sociales dans les villes mondiales. La concentration géographique des plus importants secteurs en croissance dans les villes mondiales, en combinaison avec la structure professionnelle polarisée de ces secteurs, a créé et entretenu le développement de deux classes de salariés, les uns aux salaires élevés, les autres aux bas salaires. La combinaison d'une spéculation intensive avec la multiplicité de petites entreprises qui forment le cœur du complexe des services au secteur de production et des services financiers soulève une question quant à la permanence d'un tel modèle de croissance.

Mots-clés

villes mondiales, New York, dispersion, concentration, télécommunications, services au secteur de production.

Objectif

L'auteur s'intéresse dans cet article à un nouveau type d'urbanisation, la ville mondiale. Celle-ci joue un rôle stratégique dans l'organisation de l'économie mondiale grâce à la conjonction des phénomènes de dispersion spatiale, d'intégration mondiale et de concentration continue du capital et du contrôle économique. Les villes mondiales sont des endroits clés pour les industries dominantes actuelles telles que la finance ou les services spécialisés mais aussi pour la production des innovations technologiques.

Méthodologie

L'auteur appuie son analyse sur les résultats obtenus par les principales villes mondiales dans le domaine de la banque/finance, qui mettent en évidence le rôle prépondérant joué par certaines villes dans l'économie mondiale.

Commentaires

Dispersion et nouvelles formes de concentration

Aujourd'hui, la dispersion territoriale de l'activité économique a créé le besoin d'un contrôle et d'une gestion toujours plus centralisés. Cette décentralisation des activités s'est alors très peu accompagnée d'une division du capital et d'une répartition des profits : malgré le recours de plus en plus fréquent à des sous-traitants, un nombre limité de grosses sociétés contrôlent le produit fini et bénéficient de la vente sur le marché mondial. On retrouve également ce phénomène au niveau des lieux : l'internationalisation et l'expansion des milieux financiers ont permis à de nombreux petits marchés financiers de se développer, mais, au plus haut niveau, le contrôle et la gestion de l'industrie restent concentrés dans les grands centres financiers, New York, Londres et Tokyo.

Une **dynamique fondamentale** est ici à l'œuvre : plus l'économie est mondiale, et plus les fonctions centrales prolifèrent dans les villes mondiales. On constate notamment ce phénomène de concentration dans l'industrie de la finance où New York, Londres et Tokyo concentraient 80% de la capitalisation mondiale en 1989, tout comme les deux tiers des douze plus grands centres bancaires. **New York** se distingue même des autres villes avec la plus grande concentration de fonds d'investissements institutionnels et de ressources internationales (sociétés et banques étrangères). Depuis 1990, elle a dépassé Londres pour devenir le plus grand centre d'activités bancaires du monde et possède également le plus grand nombre de ressources dans le domaine des télécommunications.

Une **nouvelle logique** gouverne ce processus de concentration : les progrès réalisés dans les télécommunications ont rendu possible la dispersion géographique de nombreuses activités mais les conditions spéciales d'accès à de telles ressources ont aussi encouragé les utilisateurs les plus sophistiqués (les firmes dont les marchés et la production sont internationaux et notamment celles qui dépendent de l'information) à se concentrer dans les centres de télécommunications les plus développés, c'est-à-dire les grandes villes qui offrent ce genre de ressources. On constate donc un lien étroit entre l'expansion des marchés internationaux de la finance et du commerce, la tendance des sociétés orientées vers un marché mondial à se concentrer dans les grandes métropoles et le développement dans ces villes d'infrastructures de télécommunications. La dispersion géographique internationale d'usines, de bureaux et d'agences de services à la clientèle a entraîné le besoin d'un contrôle et d'une gestion centralisés mais également le développement de réseaux centralisés de services spécialisés pour la gestion et la régularisation de la production. Ces deux mouvements se rencontrent et se superposent, contribuant à la croissance des villes mondiales.

Les lieux de production et les marchés du capital international

Certaines villes, qui possèdent les éléments indispensables à la **capacité de contrôle mondial**, sont devenues grâce aux progrès technologiques les centres d'un vaste système de communications, de marchés et de gestion à distance. Les villes mondiales sont un type particulier de lieu de production : de services spécialisés comme la gestion, le contrôle et les opérations de services à un haut niveau permettant de gérer un réseau d'usines ou de bureaux ; d'innovations financières et la création de marchés, tous deux au cœur de l'internationalisation et de l'expansion de l'industrie financière. La capacité de contrôle mondial est essentielle si la dispersion géographique des activités (d'usines, de bureaux ou de marchés financiers) s'accompagne d'une concentration continue du capital et de la répartition des profits. En effet, la décentralisation de ces activités de fabrication et de services a créé une forte demande de services spécialisés permettant le contrôle et la gestion de réseaux mondiaux d'usines, d'agences de services à la clientèle et de succursales. Le haut niveau de spécialisation et la possibilité de sous-traiter certains de ces services ont permis le développement d'un marché de sociétés de services autonomes, qui produisent, pour l'auteur, les constituants de la capacité de contrôle mondial.

Cette expansion des services sophistiqués pour les sociétés explique en partie la centralisation de la gestion et des fonctions de services qui a assuré la prospérité économique des grandes villes dans les années 80. Le fait que ces services s'adressent majoritairement au secteur de la production

et ne dépendent donc pas de la proximité du consommateur, permet à ces sociétés spécialisées de réaliser des économies lorsqu'elles s'implantent à côté de sociétés du même type mais aussi d'offrir des services complémentaires à leurs clients.

Les services au secteur de production

ces services au secteur de production, en forte expansion dans les pays développés, peuvent être intégrés au sein des sociétés ou bien s'acheter sur le marché. On les trouve dans la plupart des domaines : finance, affaires juridiques, gestion, administration, publicité, services d'entretien des entreprises... Une grande variété d'industries fournissent ces services comme les compagnies d'assurance, de banques, de conseils juridiques. Le fort taux de croissance des services au secteur de production enregistré dans les grandes villes, mais également au niveau national désormais, suggère que le trait essentiel de la transformation de l'économie en une économie de services serait l'impact grandissant des services sur l'organisation du travail davantage que l'accroissement quantitatif des emplois de service. Il s'agirait donc plus d'un nouveau régime que d'un simple changement dans la répartition des emplois au sein des diverses industries.

Pendant la prospérité des années 80 à New York, les services au secteur de production représentaient 37,7 % des emplois du secteur privé et, plus précisément, New York avait une concentration d'emplois dans les industries de l'information très supérieure à celle des autres grandes villes américaines. Même après la crise financière du début des années 90, New York demeura un grand centre international, notamment dans le secteur de la banque. Bien que les grandes banques étrangères dépassent les banques américaines, elles possèdent toutes des succursales à New York qui demeure une plate-forme pour les opérations internationales. New York reste donc le centre international de la finance même si c'est avec le concours des sociétés étrangères. D'autres industries de services au secteur de production, comme la publicité, l'assurance ou la comptabilité sont concernées par ce phénomène. Ainsi, les agences de publicité de New York représentaient 50 % du marché mondial de l'affichage publicitaire.

L'interdépendance des villes

Si quelques grandes métropoles constituent des lieux de production de services spécialisés et de produits financiers vendus internationalement, beaucoup d'autres ont perdu leur rôle de grands centres d'exportation de produits manufacturés en raison de la décentralisation de la production. On peut alors s'interroger sur l'impact de la croissance des activités de services, concentrées dans certaines métropoles, sur les relations entre ces villes et les centres industriels qui dominaient autrefois comme Detroit, Manchester ou Osaka. Ces derniers demeurent-ils de grands centres financiers comme par le passé ou ont-ils perdu de leur importance du fait de leur déclin sur les marchés industriels internationaux ? On peut également s'interroger sur le rapport entre la ville mondiale et sa nation ainsi que sur l'apparition d'une hiérarchie mondiale élémentaire des villes. Dans les années 80, les villes mondiales constituent plus un système, du fait de leurs interactions dans des domaines comme la finance et l'investissement, qu'un groupe de villes isolées en concurrence les unes avec les autres. Et les éléments qui contribuent à la croissance de ce réseau de villes mondiales n'impliquent pas forcément la croissance des nations. En effet, la nation ne correspond pas forcément à un système urbain : elle peut comprendre plus d'un système ou au contraire le système peut dépasser le cadre de la nation.

Article

Analyse exploratoire du réseau des villes mondiales

Exploratory Analysis of the World City Network

TAYLOR P.J., CATALANO G. et WALKER D.R.F.

Urban Studies ; vol. 39, N° 13, 2002 ; pp. 2394-2394

Fiche
de lecture

établie par

Sandrine Crisman
et
Jean Philippe

juin 2003

Résumé

En se basant sur les caractéristiques et les dimensions antérieures du réseau de villes mondiales, cet article développe un modèle de recherche exploratoire utilisant les analyses en composantes principales. De multiples solutions sont utilisées pour explorer la structure d'une matrice définie par 123 villes et 100 firmes globales de services, dans laquelle les éléments indiquent la valeur de l'établissement de la firme dans la ville. L'analyse en composantes principales présente des groupes de villes basés sur des profils similaires de firmes du tertiaire. En utilisant treize analyses distinctes, la principale découverte est une première structure constituée par les villes « extérieures », américaines, asiatiques de la côte pacifique, « euro-allemandes » et de l'ancien Commonwealth. D'autres structures secondaires sont également trouvées. Le résultat final est une nouvelle géographie de la globalisation comme la met en évidence les configurations du réseau urbain mondial.

Mots-clés

Réseau de villes mondiales, analyse en composantes principales, matrice de données, exploration, firmes de services, géographie de la globalisation

Objectif

Cet article est le troisième et dernier d'une série concernant la géographie de la globalisation. L'objectif des auteurs est de décrire cette globalisation en se basant sur une description précise du réseau de villes mondiales, véritables nœuds de l'économie mondiale contemporaine, associée aux stratégies des firmes productrices de services présentes dans ces villes.

Méthodologie

Afin de décrire ce réseau de villes mondiales, basé sur les nouvelles technologies de la communication, les auteurs utilisent des données incluant 100 firmes et les 123 villes les plus « connectées ». Ces 100 firmes sont productrices de services et possèdent des établissements dans au moins 15 villes différentes ; elles sont présentes en Amérique du Nord, Europe et Asie. Elles doivent également avoir des stratégies de localisation globales. Au-delà de cet objectif empirique de description, les auteurs ont un objectif plus méthodologique : ils adoptent une approche exploratoire de l'analyse de données utilisant une série d'analyses en composantes principales donnant des solutions multiples. En effet, du fait de la grandeur et de la complexité de la matrice de données, on peut s'attendre à ne pas trouver une seule tendance mais plusieurs. La méthode choisie d'exploration des données nécessite donc une approche flexible.

Commentaires

La dichotomie des données

L'analyse en composantes principales sera employée ici car c'est le meilleur outil d'exploration d'une matrice complexe de données. La recherche présentée consiste en 13 analyses en composantes principales de la matrice de données 100 x 123 ville-firme. La dichotomie des données en deux grands groupes de villes est faite selon les profils des firmes. On obtient alors un groupe de 66 villes, un deuxième de 38 villes ainsi qu'un troisième constitué de 19 villes qui ne sont affectées à aucune composante. Ce dernier groupe englobe les principales villes mondiales telles que Londres, New York, Tokyo, Chicago ou encore Frankfort. Et lorsque des grandes villes sont affectées à des composantes, elles se trouvent dans la catégorie la plus basse de corrélation entre la composante et la variable (la ville) comme Hong Kong, Paris ou Washington. Tandis que les plus hauts résultats sont obtenus pour des villes d'importance moindre.

Les composantes forment des groupes de « villes mondiales en devenir », c'est-à-dire des villes d'une certaine importance mais en dehors de la liste habituelle des villes mondiales. Ces villes ont toutes en commun de mener des politiques visant à obtenir un statut de ville mondiale.

La composante I est constituée par les villes du Tiers Monde, d'Europe de l'Est et celles en périphérie de l'Europe de l'Ouest ; il s'agit des villes en devenir « de l'extérieur », (Outer wannabes).

La composante II est dominée par des villes secondaires des États-Unis et d'Europe de l'Ouest ainsi que Montréal, Melbourne ou encore Rio de Janeiro. Ce sont donc des villes en devenir « de l'intérieur », appartenant au « vieux centre » (Inner wannabes)

Les logiques de ces deux groupes sont différentes : pour les « villes en devenir de l'extérieur », s'élever dans le rang des villes mondiales est une question de développement tandis que pour les « des villes en devenir de l'intérieur », il s'agit de modifier la hiérarchie nationale afin de s'affranchir de la domination de la ville mondiale locale. Chaque composante forme un groupe de villes partageant des similarités au niveau des firmes de services présentes et dans la valeur des services que ces firmes apportent à chaque ville. On trouve donc deux composantes qui identifient un groupe de villes avec des firmes de services relativement bien représentées au-delà du « vieux centre » et un autre groupe avec des firmes de services relativement plus concentrées dans le « vieux centre » lui-même.

Cependant, cette simple division ne permet pas de prendre en compte les plus importantes villes mondiales. En effet, les firmes considérées ont des stratégies globales : celles du vieux centre auront toujours besoin d'avoir des établissements dans les villes mondiales de l'extérieur et inversement. De plus, ces groupes de villes peuvent être considérés comme des indicateurs des sous-réseaux basés sur des flux (d'information, d'instructions) dans les réseaux d'établissements des firmes, ces liaisons intrafirme devant être encore plus dense que celles entre les firmes d'un même secteur.

La structure première des données

Les auteurs vont à présent se focaliser sur **la solution à cinq composantes** qu'ils considèrent être la plus intéressante de toutes les solutions car elle permet de révéler la structure première des données qui est facilement interprétable. Une description géographiquement significative de la façon dont est divisé le monde des villes est alors possible.

- La nouvelle composante I, provenant directement du premier découpage, correspond aux « Outer wannabes » privées des villes asiatiques du Pacifique ; ce sont ici les « Outer Cities ».
- La nouvelle composante II correspond aux « Inner wannabes » mais uniquement pour les villes des États-Unis ; il s'agit ici des « US cities ».
- La composante III est constituée des villes asiatiques de la côte pacifique.
- La composante IV regroupe les villes d'Europe de l'Est et de l'Ouest, et notamment les villes allemandes.

- La composante V correspond aux villes de l'ancien Commonwealth d'Australie, de Grande Bretagne et du Canada.

Pour comprendre les processus à l'œuvre dans la réalisation de cette structure, il faut considérer les firmes qui, dans cette description du réseau mondial des villes, en sont à l'origine. Les « Outer cities » sont associées uniquement aux firmes de comptabilité et de publicité ; les « US cities » sont associées à plusieurs secteurs mais les firmes ont toutes deux caractéristiques : une grande taille et un siège aux États-Unis ; les villes asiatiques et européennes sont également associées à des firmes dont le siège est régional (à Tokyo pour l'Asie et dans les villes allemandes pour l'Europe) mais un secteur est prédominant : la banque/finance ; les villes du Commonwealth sont associées à plusieurs secteurs, notamment dans la comptabilité et les assurances, dont les firmes ont leur siège à Londres.

Tout cela suggère que la structure de la globalisation contemporaine résulte de la diffusion géographique (physique et politico-culturelle) des premières zones de globalisation (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Asie Pacifique) et que ces traits régionaux restent évidents. Les firmes en expansion de Tokyo, Londres, des États-Unis (New York) et d'Allemagne (Frankfort) ont dépassé les frontières locales, régionales et culturelles pour se fondre dans la globalisation contemporaine. On trouve également une autre forme de globalisation produite par les firmes dans deux secteurs globalisés très tôt et largement, le secteur comptable et la publicité.

Les structures secondaires des données

les auteurs se sont également intéressés à **la solution à dix composantes** pour mettre en scène davantage de groupes de villes qu'ils nommeront les structures secondaires des données. La structure première définit le plus important mais ne doit pas être interprétée comme la réponse exacte ; il faut également étudier les structures secondaires en considérant chaque nouvelle composante. On obtient alors trois nouvelles composantes qui représentent des structures secondaires ainsi que deux tendances mineures qui ont peu d'influence. Les trois composantes supplémentaires permettent une description plus précise des villes appartenant à des groupes plus restreints.

Bien que pour les auteurs il n'existe pas de hiérarchie simple des villes mondiales, ils établissent une certaine structure des données qui donne **une nouvelle géographie de la globalisation**. Ceci constitue selon eux un résultat de recherche rare : une description empirique fiable de la globalisation basée sur une description précise du réseau mondial des villes et une mesure attentive des stratégies globales des cent principales firmes productrices de services.

Jouer des jeux pour Sydney : tirer profit des Jeux Olympiques 2000 pour vendre Sydney

Playing Games with Sidney : marketing Sydney for the 2000 Olympics

WAITT Gordon

Urban Studies ; vol 36, n° 7, 1999 ; pp. 1055-1077

Résumé

Gordon waitt examine les évènements marquants de Sydney et les compare aux caractéristiques d'une ville post-moderne. La politique gouvernementale est d'utiliser, en faisant une offre adéquate et originale, les Jeux Olympiques pour redonner à la ville une nouvelle forme visuelle et gommer les différences existantes entre les groupes sociaux qui forment la cité. L'objectif est d'utiliser le capital culturel de la cité pour la développer et la promouvoir comme un véritable produit de consommation

Mots-clés

Globalisation, métropoles, marketing urbain, groupes sociaux, ville post-moderne.

Commentaires

L'article développe d'abord les caractéristiques d'une ville post-moderne en s'appuyant sur sur deux théories. La théorie de harvey explique le développement de la ville en s'appuyant sur une compression de l'espace et du temps grâce aux innovations technologiques dans les transports et les télécommunications. Cette compression a un certain nombre de conséquences :

- accroissement de la mobilité pour les travailleurs et les touristes,
- globalisation des marchés,
- liberté de localisation des activités locales (relative),
- réduction des coûts de distance et de temps.

Lefebvre-Shields donne une version quotidienne de cette vision post-moderne en s'intéressant aux localisations des individus. Il essaie de comprendre pourquoi et comment les localisations des individus se sont créées à sydney et met en avant :

- les pratiques spontanées qui viennent des comportements individuels, de la création systématique et créent des zones spécifiques
- les représentations de l'espace qui ne sont pas neutres mais qui s'intègrent dans les processus sociaux de reproduction : l'espace est organisé par la division du travail
- les représentations de l'espace sont aussi le résultat des pouvoirs publics

L'utilisation de ces théories montre comment les pouvoirs publics ont « vendu » sydney car l'enjeu des J.O. est d'apporter à la ville des revenus, mais aussi des opportunités pour transformer visuellement et socialement la ville :

- « Le langage promotionnel emploie un vocabulaire universel qui décrit sydney comme la plus belle, la plus excitante et la ville de l'amitié ».

- « La restructuration de l'économie de sydney et le rôle du marketing doit compris dans le processus de globalisation économique et la cadre théorique de la compression de l'espace-temps qui rend les lieux et les personnes plus proches les uns des autres ».

Écrits signalés résumés

Métropolisation et aires métropolitaines.

Internationalisation et enjeux urbains

BECKOUCHE P., COHEN J, FISCHER J-C., DAMETTE F., SCHEIBLING J.,

Rapport pour la DATAR, le Plan Urbain et le Commissariat Général du Plan

1989

français

Mots-clés

Internationalisation des villes, classements, comparaison des méthodes

Résumé

Ce rapport examine les logiques d'implantation et d'organisation spatiales et urbaines des grandes firmes françaises, à la fois les plus exportatrices et les plus fortement implantées à l'étranger et celles des grandes entreprises étrangères en France. Pour cela, ils distinguent les fonctions à l'intérieur des entreprises : fonction d'exécution, fabrication, recherche, conception, gestion, commerce. L'étude révèle que l'internationalisation mobilise de façon différenciée fonctions abstraites et fonctions concrètes et traite les espaces métropolitains de façon spécifique en leur affectant certaines fonctions uniquement.

Nouvelle économie, nouveaux territoires

BECKOUCHE P., SAVY M., VELTZ P.,

Lettre d'observation du Territoire, DATAR

1988, n°3

français

Mots-clés

Internationalisation des villes, technologies de l'information, territoires en réseau

Résumé

Ce travail privilégie l'importance des nouvelles formes d'organisation du travail, des technologies de l'information sur la recomposition des territoires pour analyser la redéfinition des fonctions des villes. Le « territoire en réseau » revient à substituer au modèle d'une polarisation d'une ville sur son hinterland rural un modèle de polarisation en réseaux reliant des espaces discontinus sous le contrôle et la domination de pôles urbains majeurs. Les réseaux de premier rang sont internationaux.

Villes européennes et internationalisation

BONNEVILLE M., BUISSON M.A., ROUSIER N.,

Métropolis

1991

français

Mots-clés

Internationalisation des villes, contenu, effets, enjeux, modèle d'internationalisation

Résumé

Cette recherche menée à partir de l'analyse de 18 villes européennes établit plusieurs constats :

- l'internationalisation des villes renforce le rôle spécifique des grandes villes et leurs avantages comparatifs
- les villes internationales sont insérées dans les réseaux d'échanges mondiaux de capitaux, de marchandises, d'informations les formes sont diverses mais on peut distinguer-les villes internationales spécialisées dans l'internationalisation de leur production- celles qui jouent le rôle de métropoles relais entre l'économie mondiale et les régions européennes- les villes internationales par leurs fonctions de régulation des relations internationales

Les palmarès des villes

DAVEZIES L.,

Métropolis

1993, n°98 - 99

français

Mots-clés

internationalisation des villes, classements, comparaison des méthodes

Résumé

Cet article concerne l'analyse des différentes approches de l'internationalisation des villes en essayant de dépasser l'aspect médiatique de cette question. Il souligne l'ambiguïté des mesures et présente les grandes oppositions entre les approches.

Résumé établi par Jean Philippe ; juillet 2003

La formation des villes mondiales : proposition de recherches et d'actions

World City Formation : an Agenda for Research and Action

FRIEDMANN J. ET WOLF G.,
International journal of urban and regional research
1982, vol.6, N°3
anglais

Mots-clés

Internationalisation des villes, conséquences sociales, élites transnationales

Résumé

Cet article est un des premiers qui s'intéresse aux conséquences sociales de l'internationalisation des métropoles. Dans celles-ci, il y a coexistence d'une élite transnationales qui gère l'articulation de la ville au nouvel ordre mondial et des fractions sociales marginalisées ou des classes moyennes qui sont exclues ou victimes de ce développement. A la limite il peut y avoir juxtaposition de deux villes qui s'opposent par la violence, le crime et le racisme.

Résumé établi par Jean Philippe ; juillet 2003

Métropoles régionales et PME : l'enjeu international

LEO P.-Y., MONNOYER M.-C., ET PHILIPPE J.,
serdeco aix en provence
1990
français

Mots-clés

Internationalisation des métropoles régionales, dynamique internationale, pme exportatrices

Résumé

Ce livre s'intéresse aux métropoles régionales (marseille et bordeaux) et aux pme exportatrices. Les premières ne possèdent pas les fonctions internationales que les capitales ont automatiquement par leurs fonctions politiques : elles sont donc obligées de produire elles-mêmes leurs avantages comparatifs en s'appuyant sur les flux d'échanges internationaux créés par les pme internationalisées localisées sur leur territoire.

Bibliographie complémentaire

- AYDALOT Ph., 1984, *Le dynamisme économique a-t-il déserté la ville ?* Dossier du CEEE, n°39
- BAKIS H., 1987, *Technopoles, téléport, téléparcs, télébases, télécommunications et sites à équiper*, NETCOM, vol.1, N°3, pp.516-558
- BAR F., 1987, *Using private networks as competitive weapons : the impact on the us network infrastructure*, Bulletin de l'IDATE, n°30, pp103-110
- BATTEN D., 1988, *studies of metropolitan development, an overview*, Annals of Regional Science, vol.22, N°3, pp.1-10
- BRAUDEL F., 1966, *La méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de philippe II*, Armand Colin, Paris
- BUCAILLE A et COSTA de BEAUREGARD B., 1987, *PMI : enjeux régionaux et internationaux*, Economica, Paris.
- COREY K., 1982, *Transactional Forces and the Metropolis*, Ekistics, n°297, pp. 416-423
- DANIELS W.P. et BRYSON J.R., 2002, *Manufacturing Services and Servicing Manufacturing: knowledge based Cities and Changing Forms of Production*, Urban Studies, vol. 39, N°5-6, pp.977-991.
- DOGAN M. et KASARDA D.J., 1987, *The Metropolis Era: a World of Giant Cities*, Sage Pub. Beverly Hills
- DOUGLASS M., 2000, *Mega-Urban Regions and World Cities Formation : Globalization, the Economic Crisis and Urban Policy Issue*, Urban Studies, vol. 37, N°12, pp.2315-2335.
- FRY E., RADEBAUGH L. et SOLDATOS P. (eds.), 1989, *The New International Cities Era: the Global Activities of North American Municipal Governments*, Brigham Young University, Provo, Utah.
- G.I.P. RECLUS, 1989, *Les villes européennes, rapport pour la DATAR*, La Documentation française, Paris.
- GOTTMAN J., 1983, *The Coming of the Transactional City*, Institute for Urban Studies, University of Maryland.
- GRAHAM S., 1998, *Global Grids of Glass: on Global Cities Telecom and Planetary Urban Network*, Urban Studies, vol.36, N°5-6, pp. 929-949
- GRAHAM S., 2002, *Bridging Urban Digital Divides: Polarization, Information and Communication Technologies*, Urban Studies, vol.39, N°1-6, pp. 33-56
- JESSOP B. et NGAI-LING, 2000, *Hong Kong Emerging Strategies for Urban Competition*, Urban Studies, vol. 37, N°12, pp.2287-2313.
- NOYELLE J.T. et STANBACK M.T., 1984, *The Economic Transformation of American Cities*, Rowman & Allanheld Pub. Totowa, New Jersey.
- THORNGREN B., 1970, *How do Contact Systems Affect Regional Development*, Environment and Planning, n°2, pp. 409-427
- TORNQVIST G., 1970, *Contact Systems and Regional Development*, Lund Studies in Geography (serie B), Human Geography, CWK, Gleerup Pub. Lund
- TOSHIO K., 2000, *East Asian Economic Turmoil and Japanese Cities Adrift*, Urban Studies, vol. 37, N°12, pp.2142-2165.

